



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
Direction Régionale de l'Environnement
2 Place du Général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 6 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM NEUF BRISACH

USINE DE BIESHEIM
ZIP RHENANE NORD RD 52
68600 Biesheim

Références :C006700469_2024_11_19_Constellium_VIIC_tri_producteur
Code AIOT : 0006700469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 novembre 2024 dans l'établissement CONSTELLIUM NEUF BRISACH implanté ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim. L'inspection a été annoncée le 10/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action régionale 2024, tri chez les producteurs de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM NEUF BRISACH
- ZIP RHENANE NORD RD 52 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700469
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Constellium est un groupe mondial spécialisé dans la fabrication de produits en aluminium, incluant des produits laminés, extrudés et pièces structurales.

Le site de production de Biesheim, possède une capacité de production d'environ 400 000 tonnes d'aluminium liquide par an pour les marchés de l'automobile et de l'emballage.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 à exploiter un ensemble d'ICPE qui

concourent à son procédé industriel de fabrication. Les installations sont par ailleurs soumises aux dispositions des directives dites "IED" et "SEVESO".

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement, article L541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes de traitement des	Code de l'environnement, article L541-2-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets		
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement, article R 541-45-I	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L541-21-2
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois. [...]
Constats : Des bennes sont installées par secteur afin de massifier les déchets triés et collectés dans les divers ateliers. L'inspection a contrôlé la zone de massification de la maintenance et la « déchetterie ». Cette dernière concentre d'autres types de déchets comme des équipements électriques ou des huiles, par exemple. La collecte est sélective, elle concerne le papier et carton, le bois, le métal, le plastique, le verre et pour l'atelier de maintenance les huiles et les équipements électriques. La gestion des déchets est déléguée à une entreprise extérieure qui gère les enlèvements de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. [...]
Constats : Les déchets faisant l'objet d'une collecte sélective sont remis à des installations de transit de déchets pour recyclage et valorisation de la matière située dans la Région Grand Est. Le principe de proximité est respecté en fonction du type de déchets et des installations existantes en mesure de les traiter. Pour l'année 2023 le flux de déchets est de : Métal : 1153 tonnes Papier – Carton : 134 tonnes, Bois : 906 tonnes,

Plastiques : 20 tonnes, Verre : 21 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 541-45-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
<p>Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, [...] et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a créé son compte « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets » communément appelé Trackdéchets depuis le 30 septembre 2021.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets dangereux, émis en 2023 et 2024, ont été examinés par sondage.</p> <p>Les scories salines d'aluminium, code déchet 10 03 08* (scories salées de seconde fusion correspondant) au BSD-20231122-C505PZHGR et BSD-20240828-TKHAXGJX4 ont été envoyées en recyclage, répondant au code R5 (recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques). Ce flux représente un tonnage d'environ 30 000 tonnes, en 2023.</p> <p>Le recyclage scories salines d'aluminium permet une séparation des scories en trois fractions, l'aluminium, des oxydes métalliques et des sels, qui seront utilisés pour le raffinage d'aluminium, dans le secteur de la construction et comme fondant dans les fours de fusion rotatifs.</p> <p>Les poussières de filtrations, code déchet 10 03 19* correspondant au BSD-20240910-7SMP7MA0H ont été envoyés pour subir un traitement physico-chimique, répondant au code D9F.</p> <p>Les trois bordereaux de suivi des déchets dangereux contrôlés ne montrent pas d'anomalies.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 <p>c) Origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique en version informatique. Il contient toutes les informations de la prescription susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>